

# Le défi agricole du futur élargissement de l'Union européenne : impacts budgétaires et leviers

24 septembre 2026

Une note du Centre d'études politiques européennes (CEPS), publiée en juin 2026, examine les conséquences budgétaires d'un futur élargissement de l'Union européenne (UE) à neuf nouveaux pays : Ukraine, Moldavie, Géorgie et les Balkans occidentaux (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Macédoine du Nord, Serbie et Kosovo). La première partie est consacrée aux conséquences sur le budget des politiques de cohésion. La seconde traite des implications budgétaires pour la politique agricole commune (PAC), un des points de blocage majeurs dans les discussions.

Les auteurs soulignent que les Balkans occidentaux représentent seulement 6 à 7 % de la surface agricole de l'UE et qu'ils recevraient environ 2,2 milliards d'euros de la PAC chaque année, soit l'équivalent de 5 % de son budget annuel actuel. La Géorgie et la Moldavie recevraient respectivement 0,6 et 0,5 milliard d'euros (figure).

**Estimations des transferts budgétaires vers les nouveaux États membres, pour la politique de cohésion et la PAC (montants annuels, en milliards d'euros)**

| Candidate countries          | Cohesion funds allocation | CAP allocation                                 | Net transfer (after deducting the Member State contribution to the EU budget) |
|------------------------------|---------------------------|------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|
| Six Western Balkan countries | 4.6 billion               | 2.2 billion                                    | 4.8 billion                                                                   |
| Moldova                      | 0.6 billion               | 0.5 billion                                    | 0.9 billion                                                                   |
| Georgia                      | 1 billion                 | 0.6 billion                                    | 1.2 billion                                                                   |
| Ukraine                      | 4.83 billion              | 10.3-13.4 billion (without transition periods) | 13.4–15 billion                                                               |
| Total                        | EUR 11.03 billion         | EUR 13.5-16.6 billion                          | EUR 20.3-21.9 billion without transitional arrangements for Ukraine           |

Source : CEPS

L'entrée de l'Ukraine serait un défi d'une ampleur spécifique, en raison de la taille de son secteur agricole. Les auteurs recommandent d'atténuer l'impact des transferts budgétaires par des mesures de transition, comme cela a été fait pour l'élargissement de 2004 : les montants initiaux étaient de 25 % du montant cible, pour atteindre progressivement 100 % entre 2008 et 2013. Les auteurs préconisent également de favoriser la complémentarité entre les agricultures ukrainienne et européenne. L'Ukraine pourrait réduire la dépendance de l'UE envers l'Amérique du Sud, pour les cultures protéiques et les aliments pour animaux. Sa production de fertilisants et son potentiel en matière de séquestration du carbone dans les sols agricoles renforceraient par ailleurs la résilience stratégique de l'Europe.

Julie Blanchot, Centre d'études et de prospective

Source : [Centre d'études politiques européennes \(CEPS\)](#)